

Entre la droite et le RN, Stérin aux affaires

De la droite au RN, la grande bascule 2 | 5 Le milliardaire conservateur, épaulé par son second, François Durvy, travaille à porter au pouvoir le national-libéralisme

Clément Guillou

Le premier est entrepreneur. Milliardaire longiligne, exilé fiscal en Belgique mais « *patriote* » revendiqué. Radicalement anti-IVG, partisan d'une forme de « *remigration* », admirateur d'Elon Musk. Son président idéal s'appelle Bernard Arnault, mais son homme du moment est Bruno Retailleau. Plus tard, il aimerait être sanctifié. Le second est financier. Millionnaire à la barbe entretenue, « *enraciné* » à Versailles et en Normandie. Il se présente comme raisonnable en toute chose. Sa présidente idéale s'appelle Marine Le Pen. Plus tard, il sera son ministre de l'économie.

Dans le civil, le second, François Durvy, travaille pour le premier, Pierre-Edouard Stérin. En politique, leurs champions ne sont pas les mêmes, et tous deux assurent qu'ils agissent isolément. L'important est qu'ils mènent une opération d'influence cohérente, visant un seul et même but : porter au pouvoir le national-libéralisme par le biais d'une alliance entre la droite gaulliste et l'extrême droite. Pour cela, il importe de radicaliser l'opinion de droite et de rendre le programme économique du Rassemblement national (RN) plus acceptable par elle. Une entreprise qui n'en est qu'à ses balbutiements et se heurte aux réticences de la principale chance de victoire de ce camp à l'élection présidentielle : Marine Le Pen. Mais qui pourrait bien, à terme, décider du destin politique du pays.

« C'est un parti de gauche ! »

Pierre-Edouard Stérin, l'un des plus gros investisseurs de France, est devenu « le » milliardaire dont le nom bruit au sein de toutes les élites politico-économiques. Dans les nouveaux locaux d'Otium, son fonds d'investissement, ne défile plus seulement la bourgeoisie versaillaise mais aussi d'anciennes figures sarkozystes, de François Fillon à Claude Guéant, ou les grands patrons ouverts à l'extrême droite, Vincent Bolloré ou Henri Proglio. Les milieux d'affaires regardent avec circonspection cet autodidacte gameur et ultraconservateur, Asperger autodiagnostiqué.

Reste que le fondateur de Smartbox, catholique excentrique connu pour noter tous ses interlocuteurs sur 10 et avoir déshérité ses enfants, est bel et bien devenu l'un des grands « réseauteurs » des droites radicales. Après s'être longtemps contenté de mettre sa fortune dans son Fonds du bien commun, mêlant charité catholique, éducation traditionnelle et défense d'une identité française figée dans le passé, l'entrepreneur dévoile désormais ses ambitions politiques, avec l'intention de pousser les idées libérales et identitaires en France.

Pour travailler chez Otium, dans les salles Valmy, Tolbiac ou Orléans, célébrant les grandes victoires militaires françaises, les préférences politiques ne sont pas demandées ; mais il est bien vu d'être « aligné » : libéral, catholique et très à droite. L'essentiel, toutefois, reste de sortir d'une grande école de commerce, d'avoir enchaîné sur un grand cabinet de conseil

(McKinsey ou Boston Consulting Group) et d'être noté 9 par le propriétaire, qui se fait fort d'embaucher des profils qu'il estime supérieurs à lui – il se donne 7. A la tête de la structure, depuis 2022 : François Durvy, qui a fait décoller la fusée et lui promet un rendement de 25 % par an. C'est son travail de jour. Le reste du temps, ce polytechnicien, décrit comme brillant, très sûr de lui, idéologue, cultivé, murmure à l'oreille de Marine Le Pen et de Jordan Bardella pour réorienter leur programme économique. Il aide aussi à structurer leurs équipes en vue de 2027. Le compagnonnage dure depuis quatre ans.

Dimanche 9 juin 2024. Le RN écrase les élections européennes et Emmanuel Macron dissout l'Assemblée nationale, entrouvrant les portes de Matignon à Jordan Bardella. C'est soir de fête pour François Durvy, parmi les quelques privilégiés vivant la soirée électorale avec Marine Le Pen et son jeune dauphin. Pierre-Edouard Stérin, lui, s'alarme, sur une boucle WhatsApp restreinte : comment empêcher le RN de gagner ? « *C'est un parti de gauche !* », s'agace-t-il souvent, comme il le confirme au *Monde*: « *Sur l'économie et les sujets sociétaux* », par exemple.

Alors, François Durvy s'emploie à le rassurer, comme il rassure les chefs d'entreprise : le programme du RN sera probusiness et coupera dans les dépenses de l'Etat. De fait, sous son impulsion, le programme économique du parti adéjà largement évolué dans un sens antiredistributif et plus favorable aux grandes entreprises. « *Il n'y a rien d'antilibéral là-dedans !* », se félicite-t-il en brandissant le livret économique du parti, qu'il devait présenter aux parlementaires, avant de laisser sa place au « M. Economie » des députés RN, Jean-Philippe Tanguy. L'estime mutuelle est toute relative : « *Il a plus de sens politique que moi, mais j'ai la prétention d'avoir touché l'économie de façon plus profonde.* »

Au *Monde*, il fait la liste des mesures à faire évoluer pour améliorer le programme du RN, selon lui : supprimer la taxe sur les rachats d'action ou la TVA à 0 % sur les produits de première nécessité, discuter d'une dose de capitalisation dans le régime des retraites. Depuis quelques mois, le capitalisme français lui transmet ses demandes : « *On me dit qu'il faut continuer de faire évoluer cette famille politique, qu'elle se structure, qu'elle se professionnalise, pour que le jour où elle arrive au pouvoir, elle ne foute pas le bordel.* » Après la dissolution de l'Assemblée, des patrons du CAC 40 l'ont contacté, ainsi que Pierre-Edouard Stérin, pour discuter avec les dirigeants d'extrême droite. Un niveau auquel Marine Le Pen n'avait jamais eu accès.

L'oreille de Marine Le Pen

Si l'économie l'a amené dans le premier cercle de la triple candidate à l'élection présidentielle, « *ce n'est pas son moteur* », assure un pilier de la galaxie Stérin qui le connaît bien. « *C'est l'immigration.* » François Durvy ne dédaigne pas réseauter avec des figures de l'extrême droite xénophobe, comme le sénateur (ex-Reconquête !) Stéphane Ravier ou le théoricien identitaire Jean-Yves Le Gallou, bien qu'il réfute toute proximité idéologique. Et dans sa promotion de Polytechnique, personne n'a oublié la faconde et l'assurance de cet étudiant en veste Barbour et écharpe blanche : charismatique, proche des officiers encadrants, il traîne à sa suite une dizaine de jeunes étudiants catholiques intégristes et ouvertement xénophobes. Il fréquente alors, comme il le confirme, quelques réunions de l'Action française avec ses amis. « *Je trouvais cela marrant, mais ce n'était pas mon courant de pensée, dit-il aujourd'hui. Je ne pense pas avoir tenu de propos doctrinal à l'époque.* » Après avoir frayed avec les jeunes du mouvement de Philippe de Villiers, en ligne avec un souverainisme eurosceptique farouche, il mettra de côté la politique partisane de longues années.

Que cherche désormais ce quadragénaire riche à millions ? Lui assure qu'il était programmé pour être ministre de l'économie de Jordan Bardella, se partageant Bercy avec un ancien haut fonctionnaire, chargé du budget. « *Il a une intelligence conceptuelle, humaine et politique*, loue son ami Alexandre Pesey, fondateur de l'Institut de formation politique (IFP), école à destination des jeunes engagés à droite et qui a failli intégrer les locaux d'Otium. *Il a acheté Le Pen à la baisse quand tous les gens de son milieu social achetaient François-Xavier Bellamy [député européen LR] ou Eric Zemmour. Il sent que c'est le bon investissement, et il est très patient.* »

Son libéralisme classique – il est membre du conseil d'administration de l'organisation anti-impôts Contribuables associés – reste loin des canons marinistes, historiquement méfiants de la loi du marché et de la théorie du ruissellement. « *C'est du reaganisme pur, ces gens-là ne comptent que sur la croissance pour résorber la dette* », s'agace Jean-Philippe Tanguy, inquiet qu'à terme « *il n'y ait plus de mesure programmatique pour justifier[leur] ligne sociale* ». Dans le proche entourage de Marine Le Pen, on insiste sur l'influence relative de ce conseiller qui ne dédaigne pas être sorti de l'ombre. « *Notre ADN n'est pas libéral et notre conscience sociale est un argument très fort*, affirme Sébastien Chenu, vice-président du parti. *Si François Durvyne faisait la ligne du parti, cela se saurait.* » Un conseiller de la candidate à la présidentielle estime que le parti et ses adhérents pèseront, in fine, plus lourd dans les choix programmatiques.

Dans les moments-clés, la campagne présidentielle de 2022 ou les législatives éclair de juin 2024, le dirigeant d'Otium a pourtant l'oreille de Marine Le Pen. Il détient aussi sa maison, depuis qu'il a acquis auprès d'elle le manoir familial de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), associé à Pierre-Edouard Stérin. Jusqu'où le milliardaire suivra-t-il son bras droit dans son soutien à Mme Le Pen ? La thèse divise les connaisseurs du duo, particulièrement depuis que le milliardaire se répand pour affirmer qu'il veut servir la droite libérale, et rien d'autre.

François Durvyne répond que « *la convergence de nos aspirations est cohérente* ». Si Marine Le Pen est élue présidente de la République, « *cela paraîtra évidemment à Pierre-Edouard être un cas sous-optimal, mais ce sera une bonne nouvelle quand même* ». M. Stérin dit avoir apprécié, lors de la préparation des élections législatives, que Marine Le Pen se montre « *extrêmement opportuniste, au bon sens du terme, en étant prête à nommer des gens compétents pour diriger le pays et pas ses amis* ».

Après son premier déjeuner avec Jordan Bardella, à l'automne 2023, le milliardaire était rentré furieux : « *Ça ne va pas du tout ! Le Pen était nul et Bardella, ce n'est pas beaucoup mieux. Il faut qu'on crée un nouveau parti, ils ne gagneront jamais !* » A ses yeux, le binôme aux manettes de l'extrême droite incarne le pire de la politique : des responsables n'ayant jamais travaillé ou presque, et s'entourant de conseillers médiocres pour n'être pas menacés.

Retailleau, le chouchou

La moindre mention du nom de Pierre-Edouard Stérin crispe d'ailleurs Marine Le Pen, qui a passé sa vie à tenir à distance les catholiques d'extrême droite... mais finit entourée par deux d'entre eux, M. Durvyne et le secrétaire général du groupe RN à l'Assemblée, l'indispensable Renaud Labaye. « *Ce n'est pas qu'elle se méfie des conservateurs, car elle sait qui ils sont*, corrige Sébastien Chenu. *On sait que certains nous font aujourd'hui des sourires mais qu'au moindre Retailleau arrivé, ils tourneront casaque.* »

C'est vrai. Le ministre de l'intérieur est le nouveau chouchou du fondateur de Smartbox, qui lui a encore rendu visite le 16 janvier, comme l'a révélé *Le Nouvel Obs*, sur l'air de « *Comment puis-je être utile ?* ». Il a brièvement partagé avec lui son conseiller en communication, Jean-Baptiste Doat, et le considère « *au-dessus des autres sur sa capacité à s'entourer et à prendre des décisions* ». La qualité de l'entourage, voilà ce qui le fait douter de Sarah Knafo, la députée européenne et compagne d'Eric Zemmour, qu'il a rencontrée récemment et qu'il juge « *extrêmement forte, charismatique, intelligente* ». Ou de Laurent Wauquiez, à qui il a attribué l'excellente note de 9. L'aspirant président de LR sait parler à l'homme qui dit vouloir être saint : parfois, il lui écrit depuis le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle.

Longtemps, Pierre-Edouard Stérin s'est dit que le plus efficace serait de créer un parti. Quand un nouveau parti de droite est né, il n'a pas hésité à mettre en œuvre l'entrisme qu'il a rêvé de pratiquer dans les conseils d'administration du CAC 40 ou les médias. Il semble particulièrement influent à l'Union des droites pour la République (UDR), d'Eric Ciotti, une proie facile : le parti touche très peu de subventions publiques et le Niçois, ancien président de LR, a été lâché par ses députés et une partie de son équipe lorsqu'il s'est allié avec le RN. Dans l'urgence des législatives anticipées, il a notamment eu recours à la « réserve » de candidats qu'avaient commencé à constituer Alban du Rostu, alors directeur du Fonds du bien commun, et Philippe de Gestas, un ancien dirigeant du Mouvement conservateur, formateur à l'IFP d'Alexandre Pesey.

Surtout, il a chargé deux trentenaires sans grande expérience politique d'affiner son programme ultralibéral : Vincent Trébuchet, député RN de l'Ardèche et ancien associé de Stérin dans un projet d'école catholique hors contrat, et Alexandre Avril, maire d'une petite commune de Loir-et-Cher, très proche des sphères identitaires et bombardé vice-président du parti. Un hasard ? Les deux hommes sont, salue M. Stérin, « *des garçons exceptionnels avec un potentiel politique formidable* ». Dans les années à venir, il aimerait que les idées de l'UDR infusent au RN. A l'occasion, François Durvy fait le lien entre les deux structures.

Mais Pierre-Edouard Stérin aime que les choses aillent vite. Et ce qui l'inquiète, confie-t-il en privé, c'est qu'une accession du RN au pouvoir fasse « *perdre du temps* » à la cause nationaliste. « *Ils vont décevoir* », prédit-il, y compris sur l'immigration. Face au *Monde*, il assume. Selon lui, le RN ne serait pas assez radical sur l'immigration. « *Sur la "remigration", le RN ne me semble pas être force de proposition* », déplore-t-il. Ce concept-clé de la pensée identitaire est un euphémisme désignant le déplacement forcé de personnes étrangères ou d'origine étrangère et « non assimilées », afin de les renvoyer dans leur pays d'origine. Il est d'ordinaire cantonné aux extrêmes droites les plus radicales.

Mais lui a apprécié la déportation massive d'étrangers par Donald Trump, au lendemain de son investiture comme président des Etats-Unis. Un exemple à suivre : « *Je parle de la "remigration" des délinquants étrangers. Demain, tout étranger en prison perd son titre de séjour et on le renvoie chez lui.* » Dans son esprit, la « remigration » ne s'arrête pas là. « *Si des étrangers n'ont pas commis de délit, mais sont là depuis plusieurs années et ne travaillent pas, quel est l'intérêt de la France à les conserver sur le territoire ?* »

« Créer de nouveaux pays »

Sans prononcer l'expression, l'entrepreneur manie l'autre concept phare des identitaires : le « grand remplacement ». Il s'est fixé un seuil au-delà duquel il craint pour l'identité de son pays

: « 5 ou 10 % de population étrangère, ou d'origine étrangère et ne souhaitant pas s'assimiler, ne me semble pas être un problème. » Au-delà, c'en est un ; même s'il distingue « l'immigration nord-africaine » d'autres, « extrêmement favorables », asiatique par exemple, une distinction classique chez les personnes hostiles à l'immigration.

Ce discours radical n'empêche pas le résident belge de menacer la presse de poursuites lorsqu'il est associé à l'extrême droite. Il avoue son inculture des grands mouvements politiques ou des écoles de pensée économiques. Il se décrit comme un libéral-conservateur. Dans sa version extrême. Pour lui, l'IVG est un « *infanticide* », l'infidélité un péché, l'éducation nationale mériterait d'être entièrement privatisée, le système de santé, « *pourquoi pas* ». L'Etat n'a nulle place dans la culture ou l'agriculture, trop subventionnées. Son libéralisme s'arrête aux frontières, puisqu'il défend de forts droits de douane, particulièrement pour résister à une concurrence déloyale.

En un mot, ce que font Donald Trump et Elon Musk depuis un mois lui plaît beaucoup. Et le libertarien Peter Thiel, investisseur de la tech et conseiller du président américain, l'inspire plus qu'un autre. L'un de ses multiples projets inaboutis, pour l'heure, reste de « *créer de nouveaux pays* », pour les vendre à des « *communautés* ». A ses équipes, Pierre-Edouard Stérin demande de se renseigner sur l'autonomie de la Corse. Qui lui faudrait-il influencer pour l'obtenir et en faire une terre libertarienne ? Lorsqu'on a fait fortune sur de bonnes intuitions, pas mal de culot et après quelques échecs, on s'autorise toutes les ambitions, sans peur du ridicule – son image lui importe peu, et personne ne s'en occupe pour lui, chose rare à ce niveau de fortune et d'engagement public.

Associations embryonnaires

Pierre-Edouard Stérin est encore à la recherche de ses outils d'influence. Ce n'est pas vraiment son monde, mais il admire Vincent Bolloré, qui a montré la voie avec ses médias propageant les idées d'extrême droite. Il a fait, sans succès, une offre pour l'Institut Choiseul, un think tank dont le classement des dirigeants met souvent à l'honneur les « *Stérin boys* » depuis qu'il a pris des parts dans la filiale africaine de Choiseul. Il a exploré l'idée d'entrer discrètement au conseil d'administration de M6 et de remplacer son PDG, Nicolas de Tavernost. La rédaction du magazine *Marianne* n'a pas souhaité se vendre à lui. Le média en ligne *Brut* était trop cher. Ses équipes ont regardé les maisons d'édition Editis et Humensis (PUF, Belin). Le magazine d'extrême droite *Valeurs actuelles* reste dans le viseur, mais aucune offre n'a encore été formulée, dit-il.

Faute de médias à sa main, Pierre-Edouard Stérin s'est donné l'objectif de faire émerger une génération de voix libérales et nationalistes dans ceux détenus par Vincent Bolloré, ainsi qu'au *Figaro*. C'est ce qu'il fait avec l'aide d'Alexandre Pesey, encore lui. L'homme d'affaires, lié aux cercles conservateurs américains, lui a présenté la Heritage Foundation, ce richissime laboratoire d'idées conservateur qui a accompagné l'arrivée au pouvoir du trumpisme et conçu pour lui le très radical « *Project 2025* ». En France, il s'appellera « *Périclès* ». L'existence de cet outil de bataille culturelle a été révélée par *L'Humanité* en juillet 2024, un an après les premières réflexions. Ce n'était pas prévu.

Près d'un an et demi après l'élaboration de ce projet, *Périclès* joue à la bataille culturelle avec des soldats de plomb. Son site Internet a été mis en ligne début 2025, dévoilant quelques-unes des associations soutenues et des chiffres énormes, semblables à ceux figurant dans le PowerPoint de travail de 2023 : 150 millions d'euros à investir dans des outils d'influence du

débat public et l'aide aux partis politiques, dans les limites de ce qu'autorise la loi. « *Nous voulons utiliser un savoir-faire du monde du business pour professionnaliser des initiatives citoyennes qui, elles-mêmes, peuvent influencer le champ politique* », explique son directeur, Arnaud Rérolle. *Et participer à l'émergence d'un écosystème qui porte nos idées et permette de professionnaliser la droite, du parti Horizons à Reconquête !.* » Pour l'heure, Arnaud Rérolle a surtout travaillé avec le RN et Jordan Bardella, menant une première mission – jugée relativement inutile par le RN – sur les villes à cibler aux prochaines municipales.

Les projets affichés ressemblent à des paravents. Le cercle Entreprises & libertés ? Périclès a adhéré pour 500 euros, le minimum, affirme au *Monde* son président, l'ancien PDG d'Elf Loïk Le Floch-Prigent, tout colère : « *Je ne suis pas à acheter. J'entends parler de M. Stérin dans tous les sens, mais ce que l'on me dit n'est pas très favorable.* » L'organisation patronale Ethic ? Trois mille euros versés pour sponsoriser un colloque en 2024, précise sa fondatrice Sophie de Menthon, qui hésite à accepter l'adhésion de Périclès. L'Institut de recherches économiques et fiscales, think tank libéral de l'avocat fiscaliste Jean-Philippe Delsol ? Une simple subvention pour refaire son site Internet, dit M. Delsol, ravi que M. Stérin participe « *au renouvellement des idées et à l'enracinement de la France* ». Entre autres associations embryonnaires, Périclès dit soutenir un blogueur trumpiste franco-américain qui multiplie, sur X, les propos homophobes ou flirtant avec le suprémacisme blanc, ou un réalisateur de sketches devenu la coqueluche d'une petite sphère antivax, désormais spécialisé dans la dérision du wokisme.

Rien qui ne justifie les 10 millions d'euros d'investissement annoncés en 2024. « *Stérin a besoin que cela bouge, donc ses équipes font les choses rapidement, quitte à ce que ce soit mal fait* », décrypte un ancien, tandis qu'un autre souligne la propension de M. Stérin à multiplier les effets d'annonce sans lendemain. Objectif majeur du projet, l'école de formation des maires, Politicæ, peine à trouver des clients. L'institut de sondages envisagé n'a pas commencé à être développé.

Les premières traces de l'influence de Périclès sur le débat public sont le fait de deux organismes qu'il développe plus discrètement. L'Observatoire de l'immigration et de la démographie, fondé par Nicolas Pouvreau-Monti, qui pourfend l'immigration sur les plateaux de télévision ou dans la presse de droite, et se voit consulté par Gérald Darmanin ou Bruno Retailleau. Le projet, couvé par Alexandre Pesey, est poussé par Périclès depuis 2023. Autre avatar de cette stratégie, un « observatoire » nommé Hexagone, suffisamment bien doté pour commander des sondages orientant le débat public sur des sujets comme la violence scolaire, les dépenses de l'Etat ou le logement. Créé il y a seulement cinq mois, il a déjà réussi à donner de la visibilité à ses études dans *Les Echos* ou sur BFM-TV, tout en opérant depuis les locaux de Périclès.

Pour la suite, Pierre-Edouard Stérin aimerait faire monter dans le débat public la perspective d'un chef d'Etat venu de la société civile, afin de rompre avec une classe politique qu'il juge en grande partie « *médiocre* ». Parmi ses multiples projets, il a exploré l'idée d'une télé-réalité pour pousser un chef d'entreprise à l'Elysée. Le médiatique entrepreneur Anthony Bourbon, sur lequel il a flashé, avait même donné son accord. Début février, un investisseur proche de Pierre-Edouard Stérin, Pierre Entremont, a commandé et diffusé un sondage tendant à accréditer l'idée que les Français seraient prêts à porter un homme d'affaires au pouvoir. Au milieu des Bernard Arnault, Xavier Niel, Vincent Bolloré ou Michel-Edouard Leclerc, il avait glissé l'anonyme Stanislas Niox-Chateau, cofondateur de Doctolib et ancien d'Otium. Sans

doute un hasard : il est l'un des rares à avoir reçu la note de 10 dans le tableau Excel de Pierre-Edouard Stérin.

Note(s) :